

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

Afférents au C.C : 30

En exercice : 29

Présents ou remplacés par un suppléant : 25

Votants : 29

L'an deux mil vingt, le 25 août, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, dûment convoqué par arrêté du 17 août 2020 s'est réuni à la salle polyvalente des Fombiades à Orgnac sur Vézère, sous la présidence de Madame Catherine CHAMBRAS – Présidente, conformément au CGCT.

Étaient présents : M. Michel PLAZANET, Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Lucien DEMICHEL, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE, Mme Françoise PIETRZAK-MAMES, M. Bernard ROUX, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marc MILLON, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jérôme SAGNE, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Serge BOURBOULOUX, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Evelyne DEBARBIEUX, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYASSE

Absents excusés : M. Michel LAUTRETTE remplacé par sa suppléante Mme Françoise PIETRZAK-MAMES

Mme Janine POUJOL – pouvoir à M. Bernard ROUX,

Mme Catherine MOURNETAS – pouvoir à M. Jean-Paul GRADOR,

M. Patrick PIGEON – pouvoir à Mme Evelyne DEBARBIEUX,

M. Jean-Pierre DRAPPIER – pouvoir à M. Jean-Paul COMBY

Suppléants présents sans voix délibérative : M. Paul FREYSSINET

Secrétaire de séance : Mme Milena LOUBRIAT

Madame la Présidente accueille les membres du conseil communautaire et les remercie de leur présence. Madame la Présidente remercie également Madame le Maire d'Orgnac sur Vézère pour la mise à disposition de la salle.

Le compte-rendu de la séance du 08 juillet 2020 est adopté à l'unanimité.

INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE - Suite à démission

Madame la Présidente informe l'assemblée de la démission de M. Michel DUBECH de son mandat de conseiller municipal d'Uzerche et par là-même de son mandat de conseiller communautaire.

Conformément à l'article L273.10 du code électoral, Monsieur Patrick PIGEON, élu conseiller municipal lors des dernières élections municipales et suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire, est installé en qualité de conseiller communautaire.

Le conseil communautaire prend acte de l'installation de Monsieur Patrick PIGEON comme conseiller communautaire représentant la commune d'Uzerche, en remplacement de Monsieur Michel DUBECH, démissionnaire.

DESIGNATION DES COMMISSIONS ET DE LEURS MEMBRES

Vu l'arrêté préfectoral portant statuts de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1 ;

Madame la Présidente rappelle que l'EPCI peut créer des commissions thématiques en lien avec les compétences exercées par la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche mentionnées dans les statuts et de désigner pour chaque commission, un Président délégué, étant entendu que le Président de droit de chacune des commissions reste la Présidente de la Communauté de Communes et les membres composant la commission.

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres des diverses commissions.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de créer 5 commissions thématiques intercommunales suivantes :

- la commission Finances et Ressources Humaines,
- la commission Assainissement, Eau et déchets
- la commission Economie et Travaux,
- la commission Santé – Cohérence Territoriale – Social,
- la commission Numérique, Communication, Tourisme.

- **PROCLAME** les conseillers communautaires suivants membres des commissions :

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

COMMISSIONS	Vice-Président de la Commission	Membres de la Commission
FINANCES et RESSOURCES HUMAINES	Bernard ROUX	Bernard ROUX, Michel PLAZANET, Jean-Michel FAUGERAS, Jean-Luc AIGUEPERSE, Michel LAUTRETTE, Jean-Jacques CAFFY, Milena LOUBRIAT, Jérôme SAGNE, Jean-Claude CHAUFFOUR, Jean-Jacques DUMAS, Jean-Paul GARDOR, Jean-Paul COMBY, Corinne BOUYASSE, Catherine CHAMBRAS
ASSAINISSEMENT, EAU et DECHETS	Michel PLAZANET	Michel PLAZANET, Lucien DEMICHEL, Christian BELLEVILLE, Michel LAUTRETTE, Bernard ROUX, Marc MILLION, Miléna LOUBRIAT, Jérôme SAGNE, Serge BOURBOULOUX, Jean-François BUISSON, Jean-Paul COMBY, Catherine CHAMBRAS
ECONOMIE et TRAVAUX	Jérôme SAGNE	Jérôme SAGNE, Michel PLAZANET, Jean-Michel FAUGERAS, Jean-Luc AIGUEPERSE, Michel LAUTRETTE, Bernard ROUX, Marc MILLON, Jean-Claude CHAUFFOUR, Serge BOURBOULOUX, François FILLATRE, Jean-Pierre DRAPPIER, Catherine CHAMBRAS
SANTE - COHERENCE TERRITORIALE - SOCIAL	Corinne BOUYASSE	Corinne BOUYASSE, Odette CIBLAC, Lucien DEMICHEL, Christian BELLEVILLE, Michel LAUTRETTE, Janine POUJOL, Jean-Jacques CAFFY, Milena LOUBRIAT, Delphine BOUDET, Jean-Paul GRADOR, Catherine CHAMBRAS
NUMERIQUE, COMMUNICATION, TOURISME	Jean-Jacques CAFFY	Jean-Jacques CAFFY, Odette CIBLAC, Jean-Michel FAUGERAS, Jean-Luc AIGUEPERSE, Michel LAUTRETTE, Janine POUJOL, Miléna LOUBRIAT, Delphine BOUDET, Christian MANEUF, Jean-Jacques DUMAS, Catherine MOURNETAS, Jean-Paul COMBY, Catherine CHAMBRAS

COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

Vu le code de la commande publique ;

Vu les dispositions de l'article L 1414-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions de l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales, prévoyant que pour un établissement public, la commission d'appel d'offres est composée de l'autorité habilitée à signer le marché public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

Considérant qu'il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 07 octobre 2019, portant statuts de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Monsieur Bernard Roux - 1^{er} Vice-Président - précise que l'ordonnance 2015-899 puis le décret 2016-360 du 25/03/2016 ont modifié les règles d'élection et de composition de la Commission d'Appels d'Offres (CAO) d'un EPCI.

Il est rappelé que la CAO a pour rôle de sélectionner parmi les entreprises répondant à un appel d'offres celle à laquelle sera attribué un marché public pour lequel la communauté a lancé une consultation.

L'attribution des marchés publics répond à des règles strictes fixées par la loi afin de garantir une égalité d'accès aux entreprises, dans le respect de la libre concurrence.

La CAO est un passage obligatoire dans le cas des marchés formalisés, c'est à dire ceux qui dépassent des montants définis par la loi selon la nature des marchés (travaux, fournitures ou services).

Aussi, la CAO est composée de la personne habilitée à signer les marchés publics concernés, ou son représentant, président de la commission + 5 membres titulaires ELUS à la représentation proportionnelle au plus fort reste (art. L 1411-5 II CGCT). Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le rôle de la CAO est fixé par l'article L.1414-2 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Monsieur Bernard Roux - 1^{er} Vice-Président - informe l'assemblée des caractéristiques de la Commission d'Appel d'Offres :

- Elle a un caractère permanent.
- Elle est investie d'un pouvoir de décision dans le cadre des procédures de marché public où elle intervient.
- Elle est une émanation de l'organe délibérant : sa composition doit refléter celle de l'assemblée délibérante dont elle est issue d'où son élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Monsieur Bernard Roux - 1^{er} Vice-Président - précise les modalités d'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Il s'agit d'une élection :

- A la représentation proportionnelle au plus fort reste
- Au scrutin de liste
- Au scrutin secret sauf accord unanime contraire (art. L 2121-21 CGCT)
- 5 membres titulaires ELUS à la représentation proportionnelle au plus fort reste (art. L 1411-5 II CGCT). Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Il est également précisé que peuvent participer aux séances de la CAO, avec voix consultative :

- Un ou plusieurs membres du service compétent
- Des personnes désignées par le Président de la commission en raison de leur compétence
- Le comptable public

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

- Un représentant du DGCCRF

Modalités de dépôts des listes (mention obligatoire) : le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de laisser un délai de 10 minutes pour le dépôt, auprès de Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président -, des listes de candidats à la commission d'appel d'offres.

Après avoir rappelé les modalités de composition et d'élection ; Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président - demande s'il y a des listes afin de procéder au vote.

A l'issue de ce délai Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président - a constaté qu'une seule liste de candidats avait été déposée. Cette liste est composée comme suit.

Titulaires

- Michel PLAZANET
- Marc MILLON
- Jérôme SAGNE
- Jean-Claude CHAUFFOUR
- Serge BOURBOULOUX

Suppléants

- Odette CIBLAC
- Jean-Luc AIGUEPERSE
- Bernard ROUX
- François FILLATRE
- Jean-Paul COMBY

Conformément aux dispositions du CGCT, il est rappelé qu'en présence d'une seule liste, son élection est automatique.

Le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **ELIT** Michel PLAZANET, Marc MILLON, Jérôme SAGNE, Jean-Claude CHAUFFOUR, Serge BOURBOULOUX membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche ;
- **ELIT** Odette CIBLAC, Jean-Luc AIGUEPERSE, Bernard ROUX, François FILLATRE, Jean-Paul COMBY, membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche
- **RAPPELLE** que Madame la Présidente de l'EPCI, est la personne habilitée à signer les marchés.

CRÉATION D'UNE COMMISSION CONSULTATIVE « MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE – MAPA- »

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1 ;

CONSIDÉRANT que les commissions facultatives sont consultatives. Elles n'ont aucun pouvoir de décision propre ; elles ont pour mission d'étudier les questions soumises au Conseil Communautaire et de formuler des avis sur les affaires qui leur sont présentées. Elles sont un outil de travail pour l'équipe intercommunale. Les avis émis ne sauraient en aucun cas lier le Conseil Communautaire, ce dernier pouvant décider de ne pas suivre les orientations émises par la commission.

CONSIDÉRANT que la commission d'appel d'offres n'est pas l'autorité compétente pour attribuer les marchés à procédure adaptée ;

CONSIDÉRANT qu'en deçà des seuils européens, la collectivité peut passer ses marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée dont les modalités sont déterminées librement dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique ; ces principes permettant d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

CONSIDÉRANT qu'il est possible de constituer au sein de la collectivité, une commission consultative qui pourra intervenir spécifiquement à l'occasion des procédures adaptées afin d'assister le pouvoir adjudicateur dans sa prise de décision dans le cadre de l'analyse des candidatures et des offres présentées par les candidats.

Le rôle de la commission consultative MAPA :

- procéder à l'ouverture des plis
- formuler un avis sur le projet de rapport d'analyse des offres, le classement des offres et le choix des titulaires.

=> En aucun cas elle n'attribuera le marché public

En conséquence, Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président – propose de créer une Commission Consultative MAPA ne pouvant excéder la durée du mandat municipal en cours, dont la mission principale est de rendre un avis sur le choix des titulaires des marchés publics et accords-cadres au vu des rapports d'analyse des offres établis.

Il est proposé que la Commission Consultative soit constituée de la manière suivante :

- 5 membres titulaires,
- de personnes désignées par le Président de la commission en raison de leur compétence

La commission MAPA pourra être convoquée pour les marchés de fournitures, services et travaux dont les montants estimés sont supérieurs ou égaux à **200 000€ HT et inférieurs aux seuils légaux fixés par décrets**.

Le conseil, à l'unanimité décide de ne pas procéder à l'élection à bulletin secret :

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la création de la Commission Consultative MAPA telle que définie ci-dessus
- **APPROUVE** la composition, le rôle et le fonctionnement de la commission,
- **MEMBRES** : Michel PLAZANET, Marc MILLON, Jean-Claude CHAUFFOUR, Serge BOURBOULOUX, Jérôme SAGNE.

DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Vu l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts portant création d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

Considérant que la commission locale d'évaluation des charges transférées est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers ;

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

Considérant qu'elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant ;

Cette Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) est uniquement chargée de procéder à l'évaluation du montant de la totalité de la charge financière transférée à l'EPCI et correspondant aux compétences dévolues à l'EPCI.

Au regard des règles souples participant à l'organisation de ladite instance, Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président - propose que cette commission soit composée d'un représentant titulaire – à savoir le maire – par commune, du Président de l'intercommunalité et de la 4^{ème} Vice-Présidente et de la Présidente de l'EPCI.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) entre la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche et ses communes membres, pour la durée du mandat, composée de 14 membres
- **APPROUVE** la représentation des communes membres au sein de cette commission comme suit :

EPCI	Mme Catherine CHAMBRAS – Présidente - Mme Corinne BOUYASSE – 4 ^{ème} Vice-Présidente -
Condat sur Ganaveix	M. Michel PLAZANET – Maire -
Espartignac	M. Jean-Michel FAUGERAS – Maire -
Eyburie	M. Jean-Luc AIGUEPERSE – Maire -
Lamongerie	M. Michel LAUTRETTE – Maire -
Masseret	M. Bernard ROUX – Maire -
Meilhards	M. Jean-Jacques CAFFY – Maire -
Orgnac sur Vézère	Mme Miléna LOUBRIAT – Maire -
Perpezac le Noir	M. Jérôme SAGNE – Maire -
Salon la Tour	M. Jean-Claude CHAUFFOUR – Maire -
Saint Ybard	M. Jean-Jacques DUMAS – Maire -
Uzerche	M. Jean-Paul GRADOR – Maire -
Vigeois	M. Jean-Paul COMBY – Maire -

CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE (CIAS) – MEMBRES REPRESENTANT LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Madame Corinne BOUYASSE – 4^{ème} Vice-Présidente - informe l'assemblée que chaque élection municipale s'accompagne du renouvellement du conseil d'administration du CCAS comme du CIAS. L'ensemble des formalités de renouvellement des administrateurs doit s'inscrire dans un délai maximum de 2 mois à compter du renouvellement de l'organe délibérant de l'intercommunalité.

Vu la délibération 2016.09.09 du 26 septembre 2016 portant création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche (ou CIAS du Pays d'Uzerche),

Vu les statuts du CIAS du Pays d'Uzerche et notamment l'article 5 fixant notamment la composition du conseil d'administration dudit CIAS (Pour le premier collège ; 12 représentants de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, soit un représentant par commune, élus au scrutin majoritaire au vote à bulletin secret, parmi le conseil communautaire et par celui-ci et pour le second collège, 12 membres nommés par le Président de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche par arrêté, parmi les personnes participants à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menés dans les communes considérées).

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres qui représenteront la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche (CIAS),

Le conseil après délibération :

- **PROCLAME** les conseillers communautaires suivants membres du premier collège pour siéger au conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche :
Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Christian BELLEVILLE, M. Michel LAUTRETTE, Mme Janine POUJOL, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Miléna LOUBRIAT, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Serge BOURBOULOUX, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Corinne BOUYASSE
- **RAPPELLE** que Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche est de droit la Présidente du CIAS du Pays d'Uzerche.

CREATION DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE D'ACCESSIBILITE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2143-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1999 modifié portant création de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril portant modification des statuts de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche ;

Considérant que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche regroupe plus de 5 000 habitants et s'est vue transférer la compétence « aménagement de l'espace » pour la conduite de projets d'intérêt communautaire » par ses communes membres ;

Madame Corine BOUYASSE – 4^{ème} Vice-Présidente - rappelle que la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a mis en place un certain nombre d'outils et de dispositifs destinés à donner une nouvelle impulsion à l'intégration des personnes handicapées. Son objectif est de permettre de traiter

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

l'intégralité de la chaîne des déplacements de la personne handicapée ou à mobilité réduite par une approche englobant les transports, la voirie, les espaces publics et les bâtiments.

Les principales missions de cette commission sont :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports
- Organiser un recensement de l'offre des logements accessibles aux personnes handicapées
- Faire toute proposition de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant sur le territoire des communes membres.
- La commission établit un rapport annuel présenté au conseil communautaire, rapport à transmettre au Préfet du département, au Président du conseil départemental, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées ainsi qu'à toutes personnes concernées par le rapport.

Madame Corinne BOUYSSSE – 4^{ème} Vice-Présidente indique qu'il est donc nécessaire de créer une commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées, présidée par le Président de l'intercommunalité et composée d'élus, de représentants des associations d'usagers et des personnes handicapées.

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres issus de l'assemblée délibérante, de ladite commission,

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la création de la commission intercommunale pour l'accessibilité à titre permanent pour la durée du mandat,
- **ARRETE** la composition de ladite commission comme suit :
 - **ELUS** : M. Jérôme SAGNE, Mme Catherine CHAMBRAS, Mme Corinne BOUYSSSE
 - **PERSONNES QUALIFIEES**
 - le rattachement à des problématiques concernant le handicap, les personnes âgées, l'accessibilité, la qualité d'usage pour tous ;
 - la représentation de la diversité des types de handicaps (visuel, moteur, auditif, cognitif, psychique et mental) pour les associations de personnes en situation de handicap ;
 - la promotion des intérêts des usagers et de la qualité des services publics concernés par la Commission.
- **AUTORISE** Madame la Présidente de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche d'une part, à arrêter la liste des personnalités associatives et des membres du Conseil communautaire siégeant au sein de la Commission et d'autre part, à nommer, par arrêté, un Vice-Président de son choix afin de le représenter à la présidence de la Commission.

REPRESENTANTS AU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU VEZERE-AUVEZERE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5741-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5711-1 et suivants, L.5212-1 et L.5211-5 et suivants,

Vu la délibération 2016.12.18 du 21 décembre 2016 approuvant la création et l'adhésion de la Communauté de communes du Pays au PETR Vézère-Auvézère

Vu les statuts du PETR Vézère-Auvézère fixant la représentativité de chaque intercommunalité au sein du comité syndical et du bureau,

Madame la Présidente rappelle que le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) est un outil de coopération entre EPCI qui permet de finaliser une collaboration avec comme missions principales : élaborer une stratégie territoriale, assurer l'ingénierie de projet, exercer des fonctions de représentation.

En application des statuts déposés en Préfecture, la Communauté de communes du Pays d'Uzerche dispose de 9 membres titulaires et 4 membres suppléants au comité syndical et de 2 membres au bureau.

Madame la Présidente propose que chaque commune soit représentée au sein du comité syndical.

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres du comité syndical du PETR Vézère-Auvézère et du bureau dudit PETR.

Le Conseil Communautaire, après délibération et à l'unanimité :

- **ELIT** comme membres titulaires au comité syndical du PETR : 9 membres :
M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Bernard ROUX, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Miléna LOUBRIAT, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS
- **ELIT** comme membres suppléants au comité syndical du PETR : 4 membres :
M. Jean-Pierre DRAPPIER, M. Michel PLAZANET, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Michel LAUTRETTE ;
- **ELIT** comme membres du bureau du PETR : 2 membres : Mme Catherine CHAMBRAS, M. Jean-Jacques CAFFY.

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

ELECTION DES ADMINISTRATEURS PUBLICS DE LA SPL « TERRES DE CORREZE »

Monsieur Jean-Jacques CAFFY – 5^{ème} Vice-Président - rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche est actionnaire de la société Publique Locale « Terres de Corrèze ». Conformément aux statuts de ladite SPL, l'EPCI dispose de 5 sièges au titre des administrateurs publics, amenés à siéger au conseil d'administration.

Il est proposé aux membres du Conseil communautaire d'élire ces administrateurs publics qui siégeront au sein du Conseil d'administration.

Considérant que le Conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres du Conseil d'administration, la liste des membres est fixée comme suit :

- 5 membres :
 - Mme Janine POUJOL,
 - M. Jean-Jacques CAFFY,
 - Mme Miléna LOUBRIAT,
 - Mme Catherine CHAMBRAS,
 - M. Jean-Paul COMBY

Etant entendu que Mme Janine POUJOL, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Miléna LOUBRIAT, Mme Catherine CHAMBRAS, M. Jean-Paul COMBY ont déclaré accepter exercer cette fonction.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **AUTORISE** les administrateurs à se prononcer sur la dissociation ou le cumul des fonctions de Président ou de Directeur Général de la SPL ;
- **AUTORISE** les administrateurs à assurer la présidence du Conseil d'administration en son nom dans le cas où le conseil d'administration les désigne à cette fonction ;
- **AUTORISE** le Président de la SPL à cumuler, en tant que de besoin, les fonctions de Président et de Directeur Général.

ELECTION DES ADMINISTRATEURS PRIVES DE LA SPL « TERRES DE CORREZE »

Monsieur Jean-Jacques CAFFY – 5^{ème} Vice-Président – rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche est actionnaire de la société Publique Locale « Terres de Corrèze ». Conformément aux statuts de ladite SPL, il est proposé aux membres du Conseil communautaire de désigner les deux (2) administrateurs privés qui siégeront au sein du Conseil d'administration au nom de la Communauté de communes.

Après délibération, le Conseil communautaire à l'unanimité :

- **DESIGNE** les personnes suivantes pour être administrateurs privés de la SPL « Terres de Corrèze » :

NOM	PRENOM	QUALITE	SECTEUR D'ACTIVITE
BOUREL	Sophie	Directrice adjointe	Station Sport Nature
BOISAUBERT	Thierry	Président	Hôtellerie

DORSAL – MEMBRES REPRESENTANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Monsieur Jean-Jacques CAFFY – 5^{ème} Vice-Président - rappelle au Conseil communautaire que celui-ci a validé l'adhésion de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au Syndicat Mixte Ouvert DORSAL, et ce dans la démarche du programme 100 % fibre en Corrèze.

A ce titre, il convient de désigner les membres qui représenteront l'EPCI dans les instances de DORSAL.

Considérant que le Conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres :

- **DESIGNE** M. Jean-Jacques CAFFY comme délégué titulaire pour représenter la collectivité dans les instances de DORSAL,
- **DESIGNE** M. Christian MANEUF comme délégué suppléant pour représenter la collectivité dans les instances de DORSAL
- **DEMANDE** à Mme la Présidente de transmettre à M. le Président du Syndicat Mixte Ouvert DORSAL la présente délibération,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PAYS DE TULLE : représentation au Comité Unique de concertation (CUC)

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 relatif au Pays de Tulle

Vu la délibération 2014-09-05 décidant le conventionnement avec le Pays de Tulle

Vu les statuts du Pays de Tulle précisant que celui-ci dispose d'un Comité Unique de Concertation (CUC)

Madame la Présidente précise donc qu'à ce titre il convient de désigner les représentants (3 délégués titulaires et 2 délégués suppléants) qui siégeront aux différentes réunions du CUC.

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres :

- **DESIGNE** 3 membres comme délégués titulaires représentant la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au Comité Unique de Concertation (CUC) du Pays de Tulle : M. Bernard ROUX, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Paul GRADOR.

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

- **DESIGNE** 2 membres comme délégués suppléants représentant la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au Comité Unique de Concertation (CUC) du Pays de Tulle : M. Lucien DEMICHEL, M. Jean-Jacques CAFFY.

REPRESENTATION A LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE – Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze

Vu les dispositions de l'article 198 de la loi n°2015-992 du 17/08/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, transposées à l'article L.2224-37-1 du CGCT ;

Vu l'article L.2224-31, I et IV CGCT concernant la compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique d'Electricité (AODE) ;

Vu les statuts de la Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze (FDEE 19) reconnaissant pleinement à celle-ci la qualité d'AODE ;

Vu la délibération 2015-45 votée en comité syndical de la FDEE 19 le 03 décembre 2015

Les prérogatives de la commission :

- Elle doit coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, mettre en cohérence leurs politiques d'investissements et faciliter l'échange des données,
- Elle comprend un nombre égal de délégués au sein du syndicat et de représentants des EPCI concernés, ces derniers disposant d'au moins un représentant
- Elle est présidée par le Président de la FDEE 19 ou son représentant et se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son Président ou de la moitié au moins de ses membres.
- Un membre de la commission, nommé par les EPCI, est associé à la conférence départementale d'investissement présidée par Monsieur le Préfet, dite « loi NOME ».

Composition de la commission :

La commission comprend un nombre égal de délégués de la Fédération et de représentants des EPCI à fiscalité propre totalement ou partiellement dans le périmètre de la Fédération.

Légalement, chacun de ces établissements dispose d'au moins un représentant. Eu égard au nombre d'EPCI concernés, la FDEE 19 propose que chaque EPCI à fiscalité propre désigne un(e) seul(e) représentant(e) titulaire et un(e) suppléant(e).

Dans ce cadre, Madame la Présidente propose de désigner pour siéger au sein de la Commission Consultative Paritaire visée à l'article L.2224-37-1 du CGCT :

- M. Jean-Paul COMBY comme titulaire
- M. Bernard ROUX comme suppléant

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

- **DESIGNE** M. Jean-Paul COMBY comme titulaire et M. Bernard ROUX comme suppléant de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au sein de la commission consultative paritaire mise en place par la FDEE19.
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de transmettre la présente délibération à M. le Président de la FDEE 19.

REPRESENTATION A LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL (CDAC)

Monsieur Jérôme SAGNE – 3^{ème} Vice-Président - rappelle que la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) se prononce sur les projets soumis à autorisation d'exploitation commerciale. Le secrétariat de la CDAC est assuré par les services de la préfecture de département.

Conformément à l'article L. 751-2 du code de commerce, chaque CDAC est présidée par le Préfet. Elle est composée :

1° Des sept élus suivants :

- Le maire de la commune d'implantation ou son représentant ;
- Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation ou son représentant ;
- Le président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 122-4 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du conseil départemental ;
- Le président du conseil départemental ou son représentant ;
- Le président du conseil régional ou son représentant ;
- Un membre représentant les maires au niveau départemental ;
- Un membre représentant les intercommunalités au niveau départemental.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés aux a à g du présent 1°, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger ;

2° De quatre personnalités qualifiées, deux en matière de consommation et de protection des consommateurs et deux en matière de développement durable et d'aménagement du territoire.

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

Monsieur Jérôme SAGNE – 3^{ème} Vice-Président - précise que l'article R.751-2 du code du commerce dispose que : "Aucun élu de la commune d'implantation et, à Paris, aucun élu de l'arrondissement d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune ou de son arrondissement".

En conséquence, Madame la Présidente est de droit le représentant de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche à la CDAC.

Le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** de la représentation de droit de Madame Catherine CHAMBRAS – Présidente, comme représentant de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche à la CDAC.

CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER GERIATRIQUE - Désignation d'un délégué

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2009-879 du 21/07/2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires

Vu les décrets 2010-361 08/04/2010 relatifs aux Conseils de surveillance des établissements publics de santé

Considérant que l'Assemblée Communautaire doit élire un représentant au dit Conseil de Surveillance,

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination :

- **DESIGNE** pour siéger au sein du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Gériatrique le délégué suivant :

Mme Corinne BOUYSSÉ – Vice-Présidente – Commission Santé – Cohérence territoriale – Social.

COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CIID)

Le conseil,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1650 A ;

Vu les articles 346 et 346 A de l'Document III du code général des impôts ;

Vu l'arrêté préfectoral 01 avril 2019 portant statuts de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commission intercommunale des impôts directs est obligatoire dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre soumis au régime de la fiscalité professionnelle unique ;

Considérant que les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sur proposition de ses communes membres ;

En application du Code Général des Impôts, cette commission se substitue à la commission communale des impôts directs de chaque commune membre de l'EPCI en ce qui concerne les évaluations foncières des locaux commerciaux, des biens divers et des établissements industriels.

Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président précise que les communes membres d'EPCI à FPU conservent leur CCID, qui interviennent au titre des autres compétences qui leur sont confiées (en particulier en matière d'évaluation des locaux d'habitation).

Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président - rappelle qu'il est nécessaire de transmettre à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Corrèze une liste de présentation comportant vingt noms pour les commissaires titulaires et vingt noms pour les commissaires suppléants, étant entendu que la désignation définitive sera élaborée par lui-même.

La liste définitive comportera la Présidente de l'EPCI ainsi que dix commissaires titulaires et dix commissaires suppléants étant précisé qu'un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent obligatoirement être domiciliés en dehors du territoire de l'EPCI.

Monsieur Bernard Roux -1^{er} Vice-Président rappelle que les 12 communes du territoire ont été sollicitées afin que celles-ci proposent une liste de présentation répondant aux demandes de la DGFIP.

Après lecture des propositions faites par les communes membres de l'EPCI, le conseil communautaire après délibération et à l'unanimité:

- **DECIDE** de proposer une liste (20 titulaires et 20 suppléants) des membres de la Commission Intercommunale des Impôts Directs afin de la soumettre à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques

DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SEM UZERCHE TERRITOIRE D'ENERGIES POSITIVES.

Madame la Présidente rappelle à l'assemblée que par délibération 2013-3-6 du 08/07/2013, le conseil communautaire avait autorisé la Communauté de communes du Pays d'Uzerche à participer à la création de la SEM « Territoire d'énergie positive ».

Vu les statuts de ladite SEM,

Madame la Présidente propose de désigner le représentant de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche.

Considérant que le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination :

- **DESIGNE** M. Jean-Luc AIGUEPERSE comme représentant de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche à la SEM « Territoire d'énergie positive ».

DELEGATIONS A LA PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE:

Vu l'arrêté préfectoral portant statuts de la Communauté de communes,

Vu la délibération portant élection du président de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche.

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

Madame la Présidente rappelle l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales permet à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions, à son choix, soit au président à titre personnel, soit au bureau collégalement, ceci devant être précisé dans la délibération. Il convient donc de débattre de la possibilité d'accorder les délégations au Président pour assurer le bon fonctionnement des services et la continuité du service public ;

Madame la Présidente précise que les délégations ne peuvent porter sur :

- le vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- l'approbation du compte administratif ;
- les dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- la délégation de la gestion d'un service public ;
- les dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville »

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, après en avoir délibéré :

- **CONFIE** à Madame la Présidente pour la durée de son mandat les délégations suivantes :
 - 1) De procéder, dans les limites fixées par le conseil communautaire- à savoir dans la limite des montants inscrits au budget de l'année à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
 - 2) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, qui peuvent être passés selon une procédure adaptée en raison de leur montant et dans la limite de 199 999 € HT ;
 - 3) D'approuver et signer les procès-verbaux et conventions de mise à disposition et de fin de mise à disposition de biens et d'équipements nécessaires à l'exercice des compétences transférées, conformément aux dispositions du CGCT, avec les communes concernées ;
 - 4) De solliciter toutes les subventions ou avances susceptibles d'être obtenues pour la réalisation des projets de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche ;
 - 5) D'attribuer le versement des subventions aux personnes de droit privé dans le cadre de la politique OPAH ;
 - 6) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - 7) De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
 - 8) De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires ;
 - 9) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - 10) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
 - 11) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
 - 12) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Communauté de communes à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
 - 13) D'intenter au nom de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche les actions en justice ou de défendre la Communauté de communes dans les actions intentées contre elle,
 - 14) De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil communautaire, à savoir 100 000 € sur chacun des budgets (principal ou annexes)
 - 15) D'autoriser, au nom de la Communauté de communes, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.
 - 16) De signer des conventions et les avenants nécessaires au fonctionnement administratif de la Communauté de communes (exemples : Convention Territoriale Globale, convention de stage...);
 - 17) D'agir pour l'exécution courante du budget tel que voté par le Conseil Communautaire (émission des titres, mandatement des dépenses, ...);
 - 18) D'accorder, sous sa surveillance et sa responsabilité, tout ou partie de ses délégations aux Vice-Présidents par arrêté.
- **PREVOIT** qu'en cas d'empêchement de la présidente, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attributions pourront être prises par son suppléant.
- **RAPPELLE** que lors de chaque réunion du conseil communautaire, la présidente rendra compte des attributions exercées, par elle-même et le bureau, par délégation du conseil communautaire.

Cette délibération retire et remplace la délibération n°2020.07.08 du 08 juillet 2020.

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

SIRTOM : EXONERATION TEOM POUR L'ANNEE 2021

Monsieur Michel PLAZANET – 2ème Vice-Président - fait lecture du courrier de Monsieur le Président du SIRTOM du Pays de Brive demandant à la Communauté de communes du Pays d'Uzerche de lui communiquer la liste des locaux à usage industriel et commercial à exonérer de la TEOM au titre de l'année 2021, et ce pour chaque commune de la communauté.

M. MILLON trouve anormal qu'un entrepôt ne produisant pas de déchet ménager paye une Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

M. PLAZANET demande à M. MILLON de lui transmettre une note à ce sujet afin qu'il puisse la transmettre au bureau du SIRTOM.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité moins une abstention (Marc MILLON)

- **DECIDE** qu'aucun local à usage industriel et commercial situé sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche ne sera exonéré de la TEOM au titre de l'année 2021,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre une copie de cette délibération à Monsieur le Président du SIRTOM de Brive.

APPEL A MANIFESTATION D'INTERÊT : ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES DE NOUVELLE-AQUITAINE DANS LEUR REFLEXION EN VUE DE DEVENIR AUTORITES ORGANISATRICES DES MOBILITES

Madame la Présidente indique à l'assemblée que la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités réforme en profondeur le cadre général des politiques de mobilités et prévoit notamment de réorganiser l'organisation des compétences.

Elle offre, en particulier, la possibilité aux communes via leur intercommunalité de devenir Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM). Le conseil communautaire devra délibérer sur cette prise de compétence au plus tard avant le 31 mars 2021 (transfert dans les règles de droit commun), ainsi que les communes à la suite.

Dans les communautés de communes qui n'auront pas choisi de prendre cette compétence au 1er avril 2021, les régions deviendront AOM en subsidiarité, en complément de leur compétence mobilité régionale.

Madame la Présidente précise que l'ADEME encourage les communautés de communes ou leurs regroupements à se saisir de l'occasion de la loi LOM pour devenir autorités organisatrices des mobilités afin de consolider et développer des solutions de déplacements adaptés aux contextes locaux. Aussi, l'objectif de l'Appel à Manifestation d'Intérêt est d'accompagner 15 collectivités en Nouvelle-Aquitaine dans une phase de réflexion et de prise de décision en vue d'exercer la compétence Mobilités à leur échelle ou celle du bassin de vie (regroupant plusieurs communautés de communes).

L'accompagnement est une assistance à maîtrise d'ouvrage dont le cahier des charges sera transmis ultérieurement aux territoires.

L'intervention du bureau d'étude est limitée à 8 jours par lauréat. L'aide à la réflexion comprend :

- La sensibilisation des élus et techniciens aux enjeux de la loi LOM et de la prise de compétence pour le territoire,
- Un diagnostic de l'offre de service mobilité sur le territoire et les territoires voisins le cas échéant,
- Une première estimation des conséquences du transfert ou de la prise de compétence en matière budgétaire, de ressources humaines et d'organisation pour le territoire,
- L'élaboration des scénarios de prise de compétence,
- Une proposition méthodologique et des orientations pour un accompagnement plus approfondi dans la réflexion vers une prise de compétence et son exercice si nécessaire.

Il est précisé que le présent appel à projets ne concerne que les communautés de communes susceptibles de prendre la compétence même si l'objet de l'accompagnement peut comporter une réflexion de prise de compétence au-delà du périmètre de leurs territoires en intégrant selon le contexte particulier une communauté d'agglomération ou d'autres communautés de communes afin d'identifier l'échelle pertinente pour organiser les mobilités et exercer sa compétence.

Les candidatures sélectionnées à l'issue du dépôt du dossier d'intention bénéficieront d'une assistance entièrement financée par l'ADEME pour aider les collectivités lauréates dans leurs décisions de devenir AOM. L'ADEME organisera également des sessions collectives afin de favoriser les échanges entre collectivités engagées dans les mêmes réflexions.

La mission d'accompagnement se déroulera entre le 1^{er} octobre et le 31 janvier 2021.

Madame la Présidente propose à l'assemblée de déposer un dossier de candidature pour cet Appel à Manifestation d'Intérêt « Accompagnement des collectivités de Nouvelle-Aquitaine dans leur réflexion en vue de devenir Autorités Organisatrices des Mobilités ».

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **AUTORISE** le dépôt d'un dossier de candidature pour cet Appel à Manifestation d'Intérêt « Accompagnement des collectivités de Nouvelle-Aquitaine dans leur réflexion en vue de devenir Autorités Organisatrices des Mobilités ».
- **RAPPELLE** qu'il est important pour le territoire qu'une véritable politique en matière de mobilité soit appliquée sur le territoire du Pays d'Uzerche.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

CONVENTION DETERMINANT LES MISSIONS ET LES MODALITES D'INTERVENTION DU SERVICE COMMUN POUR L'INSTRUCTION DES ACTES D'AUTORISATION DU DROIT DES SOLS « ADS »

Madame la Présidente rappelle à l'assemblée qu'auparavant l'instruction du droit des sols sur le territoire de la Communauté de communes, pour les communes ne disposant pas de document d'urbanisme, était assuré gracieusement par les services de l'Etat,

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

par l'intermédiaire de la Direction Départementale des Territoires (instruction des permis de construire, de démolir, d'aménager, certificats d'urbanisme et déclarations préalables).

Dans ce cadre, face au contexte national de retrait de l'Etat en matière d'instruction des actes liés à l'application du droit des sols et par délibération en date du 15 septembre 2014, le Conseil communautaire a approuvé le principe de création d'un service commun de gestion des autorisations de droit des sols pour les Communes compétentes qui souhaitent adhérer.

Il est rappelé que l'EPCI prend en charge l'instruction de la demande ; la décision relevant de la seule autorité municipale.

La création de ce service commun figure dans les statuts de l'EPCI.

Les modalités de fonctionnement et de financement du service commun ADS étaient transcrites dans une convention signée avec chacune des communes intéressées par ce service.

Compte tenu de l'évolution du nombre de communes potentiellement intéressées par l'adhésion au service commun, et compte tenu de la réorganisation du service, il est proposé de réadapter la convention.

De plus, en application de l'article L422-3 du code de l'urbanisme indique que si une commune peut déléguer la compétence de délivrance des actes à la communauté à laquelle elle appartient, la délégation de compétence doit être confirmée dans les mêmes formes après chaque renouvellement du conseil municipal ou après l'élection d'un nouveau président de l'établissement public.

Cette convention, jointe en annexe de la présente délibération, précise notamment :

- Les champs d'application,
- La définition opérationnelle des missions du Maire pour les autorisations et actes relevant du service commun,
- Les missions et la composition du service instructeur,
- Les conditions d'emploi du personnel et l'organisation du service,
- Les modalités de financement,
- Le suivi et l'évaluation du service commun,
- Les modalités de recours.

La convention ne modifie pas les compétences et obligations de la commune bénéficiaire de ce service, notamment en ce qui concerne la réception des demandes des requérants et la délivrance des actes qui restent de sa seule compétence.

Concernant le principe et les modalités de participation financière des communes adhérentes, il est proposé que :

- Au-delà de cette année, les frais d'investissement nécessaires au bon fonctionnement du service soient supportés par les communes utilisatrices, au regard du nombre de communes utilisatrices
- la facturation des frais de fonctionnement sera effectuée en décembre de l'année N pour chaque commune utilisatrice au prorata des actes effectués et selon les règles fixées dans la convention.

Ce projet s'inscrit dans la logique de solidarité et de mutualisation voulue par la Communauté de communes du Pays d'Uzerche.

J.J. DUMAS trouve le montant prévisionnel annuel élevé.

J.L. VIGNARD explique que si les 7 communes inscrites dans la démarche d'élaboration d'un PLU adhèrent au service commun, le nombre d'actes instruits sera doublé. Une réorganisation du service est donc nécessaire. Il précise également que le service commun a un rôle important de conseil et que cette mission prend énormément de temps. Il est également proposé d'organiser des permanences sectorielles et qu'il faudra certainement organiser des prises de rendez-vous.

Après présentation du projet de convention, le conseil communautaire après délibération, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet de convention qui liera la Communauté de communes du Pays d'Uzerche aux communes utilisatrices, déterminant les missions et les modalités d'intervention du service commun pour l'instruction des autorisations et actes du droit des sols,
- **RAPPELLE** que le conseil municipal d'une commune souhaitant utiliser le service commun devra autoriser le Maire ou son représentant à signer ladite convention et en accepter toutes les modalités.
- **DEMANDE** à Madame la Présidente ou son représentant de transmettre la présente délibération, accompagnée de la convention, à l'ensemble des communes afin que celles concernées puissent se prononcer quant à une adhésion ou non au service commun pour l'instruction des actes d'urbanisme dont elles ont la charge.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant, à signer les conventions jointes en annexe de la présente délibération, avec chacune des Communes intéressées par le service commun pour l'instruction des autorisations et des actes du droit des sols.
- **DIT** que les dépenses et les recettes liées au service commun seront imputées sur le budget principal et feront l'objet d'un suivi analytique permettant d'isoler précisément le coût du service.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à solliciter toutes les subventions possibles auprès des différents partenaires afin d'assurer une bonne gestion financière du service

Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) : modification du règlement intérieur

Vu la délibération n° 2015.02.05 du 25 février 2015 portant adoption du règlement intérieur du SPANC ;

Mme la Présidente rappelle que les communes et les groupements de collectivités territoriales, en application de l'article L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), sont tenus d'établir un règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

L'objet du règlement est de déterminer les relations entre les usagers du SPANC et ce dernier, en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment :

- les dispositions réglementaires gouvernant la conception et la réalisation de tout nouveau système d'assainissement non collectif,
- le maintien en bon état de fonctionnement des dispositifs existants,
- les conditions d'accès aux ouvrages,
- les modalités des différents types de contrôles réalisés par le service et notamment leur périodicité,
- les montants des redevances des différents types de contrôles,
- les modalités de recouvrement des redevances,
- les dispositions d'application.

La présente délibération concerne la modification et l'approbation d'un nouveau règlement du service d'assainissement non collectif commun.

Dans un souci de bonne gestion administrative et financière, il est proposé de modifier quelques éléments du règlement intérieur et notamment les articles liés à la tarification et à la périodicité des contrôles.

Madame la Présidente propose au Conseil Communautaire que le règlement modifié soit applicable sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche à partir du 01 janvier 2021.

La hausse du montant de la prestation de contrôle sur installations existantes ne sera effective qu'à partir du début d'une nouvelle campagne de contrôles sur une commune durant l'année 2021. Les contrôles commencés sur une commune en 2020 et qui se poursuivent en 2021, ne seront pas impactés par cette hausse.

Après présentation des modifications proposées, le Conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** les modifications proposées en matières de tarification et de périodicité,
- **DIT** que l'ensemble des modifications sont inscrites dans le règlement annexé,
- **PRECISE** que le nouveau règlement adopté ce jour est applicable à compter du 1^{er} janvier 2021.
- **PRECISE** que la hausse du montant de la prestation de contrôle sur installations existantes ne sera effective qu'à partir du début d'une nouvelle campagne de contrôles sur une commune durant l'année 2021. Les contrôles commencés sur une commune en 2020 et qui se poursuivent en 2021, ne seront pas impactés par cette hausse.
- **DIT** que les crédits budgétaires seront inscrits au budget annexe du SPANC.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) : répartition du reversement entre la Communauté de communes du Pays d'Uzerche et les Communes membres : REPARTITION DEROGATOIRE LIBRE

Vu le Code Général des Collectivités ;

Vu la loi instaurant un fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC),

Monsieur Bernard ROUX – 1^{er} Vice-Président - précise que le système de péréquation appelé « FPIC » consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités ou communes moins favorisées.

Pour 2020, l'ensemble intercommunal du Pays d'Uzerche bénéficiera d'un montant attribué net (après prélèvement et versement) fixé à 193 517.00 Euros (cent quatre-vingt-treize mille cinq cent dix-sept) : 47 200.00 Euros (quarante-sept mille deux cent) pour l'EPCI et 146 317.00 Euros (cent quarante-six mille trois cent dix-sept) pour l'ensemble des 12 communes membres).

Concernant la répartition de ce fonds entre l'EPCI et les communes membres, Monsieur Bernard ROUX – 1^{er} Vice-Président - précise qu'il existe une répartition dite de droit commun (calculée en fonction de la richesse respective de l'EPCI et des Communes membres mesurée par leur contribution au potentiel fiscal agrégé (PFA)) mais qu'il est possible aussi d'opter pour une répartition dérogatoire dont les critères peuvent être librement définis.

Après avoir détaillé les montants attribués à la Communauté de communes du Pays d'Uzerche et à chaque commune membre, dans le cadre de la répartition dite « de droit commun », Monsieur Bernard ROUX – 1^{er} Vice-Président - propose, conformément aux débats tenus lors des réunions préparatoires et de vote du budget 2020, d'opter pour une répartition « dérogatoire libre ».

Il précise que l'EPCI définit librement la nouvelle répartition du prélèvement et/ou du reversement, suivant ses propres critères, aucune règle particulière n'étant prescrite. L'organe délibérant de l'EPCI doit, soit délibérer à l'unanimité dans un délai de deux mois suivant la notification du prélèvement et du reversement, soit délibérer à la majorité des 2/3 dans ce même délai avec approbation des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI. A défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés l'avoir approuvée.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** d'opter pour une **répartition « dérogatoire libre »** du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) entre la Communauté de communes du Pays d'Uzerche et ses communes membres,
- **DIT** que cette répartition se fera de la manière suivante, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération :

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

25 août 2020 – Orgnac sur Vézère

- Montants des versements et prélèvements PART EPCI seront supportés intégralement par l'EPCI
- Montants des versements et prélèvements PART COMMUNES MEMBRES seront supportés intégralement pour moitié par l'EPCI et pour l'autre moitié par les communes membres
- **DONNE** tout pouvoir à Madame la Présidente pour la mise en œuvre de cette décision.

ENTITE	REVERSEMENT
Condat sur Ganaveix	9 384.00 €
Espartignac	5 726.00 €
Eyburie	7 235.00 €
Lamongerie	1 906.00 €
Masseret	8 093.00 €
Meilhards	7 171.00 €
Orgnac sur Vézère	4 553.00 €
Perpezac le Noir	13 430.00 €
St Ybard	7 910.00 €
Salon la Tour	7 493.00 €
Uzerche	22 049.00 €
Vigeois	15 447.00 €
Total Communes	110 397.00 €
Comcom	181 626.00 €
Total ensemble	292 023.00 €

ENTITE	PRELEVEMENT
Condat sur Ganaveix	2 009.00 €
Espartignac	1 287.00 €
Eyburie	1 470.00 €
Lamongerie	387.00 €
Masseret	2 354.00 €
Meilhards	1 968.00 €
Orgnac sur Vézère	1 076.00 €
Perpezac le Noir	3 774.00 €
St Ybard	2 440.00 €
Salon la Tour	2 284.00 €
Uzerche	14 116.00 €
Vigeois	4 074.00 €
Total Communes	37 239.00 €
Comcom	61 267.00 €
Total ensemble	98 506.00 €

INDEMNITÉS DE FONCTIONS - PRÉSIDENT et VICE-PRÉSIDENTS

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-12 ;

Considérant que lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation ;

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale ;

Considérant que la population de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche se situe dans la tranche « de 3 500 à 9 999 habitants », (population totale au 1^{er} janvier 2020 (donnée INSEE décembre 2019) : 9 937 habitants) l'article R.5214-14 code général des collectivités fixe :

- le montant de l'indemnité maximale de président à 41.25% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;
- le montant de l'indemnité maximale de vice-président à 16.50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

Considérant que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Monsieur Bernard ROUX – 1^{er} Vice-Président- rappelle que le montant de l'enveloppe globale de l'indemnité du président et des indemnités perçues par les vice-présidents pour l'exercice effectif de leurs fonctions est égal au total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux, aux taux suivants : taux en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique, conformément au barème fixé par l'article R.5214-1 et suivant du CGCT, pour la Communauté de communes du Pays d'Uzerche :

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS D'UZERCHE
Place de la Libération - 19140 UZERCHE
Tel : 05.55.73.26.53 Fax : 05.55.73.77.47
mail : contact@paysduzerche.fr

Population totale EPCI comprise entre 3 500 et 9 999 habitants

FONCTION	TAUX
Président	Taux maximal de 41.25 %
Vice-Président	Taux maximal de 16.50 %

Il est proposé que le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de président et des fonctions de vice-président soit, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :

Pour l'indemnité de fonction de président : 24,73 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Pour l'indemnité de fonction vice-président : 12,37 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité :

- **FIXE** à compter du 09 juillet 2020 le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du Président et des Vice-Présidents comme suit :
 - o Pour l'indemnité de fonction de président : 24,73 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
 - o Pour l'indemnité de fonction vice-président : 12,37 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- **DIT** que les indemnités seront attribuées mensuellement. Elles seront revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.
- **PREND ACTE** qu'en cas de modification de l'indice terminal ou de la valeur du point, le montant des indemnités sera automatiquement réévalué, sans que les pourcentages soient revus.
- **DIT** que la dépense correspondante sera inscrite au budget principal de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche pour l'ensemble des exercices de la mandature.

CONDITION DE MISE EN PLACE DU DROIT A LA FORMATION DES ELUS COMMUNAUTAIRES

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2123-12 à L. 2123-16 et L. 5214-8 pour les communautés de communes.

Considérant que :

- les membres du conseil communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ;
- le conseil communautaire doit délibérer dans les trois mois suivant son renouvellement sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre ;
- le montant des dépenses de formation, qui incluent les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement ainsi que les pertes de revenu subies du fait de l'exercice de ce droit, ne peut excéder 20% du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus communautaires ;
- toute demande de remboursement doit être appuyée d'un justificatif ;
- un débat sur la formation des membres du conseil communautaire doit avoir lieu chaque année à l'appui du tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la communauté.

Il est précisé que :

- Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité
- Le montant alloué est compris entre 2 % et 20 % de l'enveloppe globale indemnitaire
- Les frais de formation pris en charge : Frais de déplacement - Frais d'enseignement - Compensation perte de salaire
- Durée du congé formation : 18 jours par élu pour toute la durée du mandat
- Ce droit à formation ne peut s'exercer que si la formation est dispensée par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur.

Après délibération, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **INSCRIT** le droit à la formation dans les orientations suivantes :
 - o *Etre en lien avec les compétences de la communauté ;*
 - o *Favoriser l'efficacité du personnel (ex : informatique, négociation, gestion des conflits, langues étrangères, etc.) ;*
 - o *Renforcer la compréhension de la gestion des politiques locales (ex : marché public, démocratie locale, etc.) ;*
 - o Etc.
- **FIXE** le montant des dépenses de formation à 1 155.12 € (2%) par an du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la communauté (57 757.56 € annuels) ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation ;

- **PRELEVE** les dépenses de formation sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de la communauté pour les exercices de la mandature.

INDEMNITES DE CONSEIL ALLOUEES AU COMPTABLE DU TRESOR

Madame la Présidente rappelle au Conseil communautaire, que par délibération 2017.12.09 du 08 décembre 2014, il avait été décidé d'attribuer pour la durée du présent mandat, l'indemnité de conseil au trésorier sur la base des modalités de calcul prévues par les textes.

Elle rappelle qu'en application du décret n°82.979 du 19 novembre 1982 et des arrêtés ministériels du 16 décembre 1983 et du 12 juillet 1990, les collectivités territoriales peuvent verser une indemnité de conseil au comptable du Trésor au titre de prestations fournies personnellement, à savoir des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

Elle précise que cette indemnité est acquise au comptable pour toute la durée du mandat du conseil communautaire mais peut toutefois être supprimée ou modifiée par une délibération spéciale dûment motivée.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents :

- **CONFIRME** sa délibération 2017.12.09 du 08 décembre 2014
- **et ACCEPTE** donc le versement de l'indemnité au comptable du trésor pour l'année 2019

REVALORISATION DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS

Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Madame la Présidente propose de mettre en place les taux applicables à compter du 1^{er} mars 2019 concernant les frais de déplacement.

1 Indemnités kilométriques :

Agent utilisant son véhicule personnel pour les besoins du service :

CATEGORIES (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 kms	De 2 001 à 10 000 kms	Au-delà de 10 000 kms
De 5 CV et moins	0.29 €	0.36 €	0.21 €
De 6 à 7 CV	0.37 €	0.46 €	0.27 €
De 8 CV et plus	0.41 €	0.50 €	0.29 €

Lorsque l'intérêt du service le justifie et que l'agent est autorisé à utiliser son véhicule personnel à des fins professionnelles, il est indemnisé, des frais de stationnement et de péage sur présentation des pièces justificatives.

2 Indemnités de mission :

INDEMNITES DE MISSION	MONTANT
Frais de repas	17.50 €
Frais d'hébergement (taux de base)	70,00 €
Frais d'hébergement (grandes villes)	90,00 €
Paris	110,00 €

Le montant forfaitaire des frais d'hébergement est fixé dans tous les cas (Province, Paris, Grandes villes) à 120.00 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Présidente, le Conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'appliquer les taux ci-dessus évoqués pour le remboursement des frais kilométriques et de mission pour les agents utilisant leur véhicule personnel pour les besoins du service. :
- **DIT** que ces tarifs seront applicables dès le 1^{er} septembre 2020.

Cette délibération retire et remplace la délibération 2019.16.04 du 04 avril 2020.

SUBVENTIONS 2020

Madame la Présidente indique à l'assemblée avoir reçu deux demandes de subvention pour l'année 2020 :

- l'une provenant du club entreprises situé sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche.
- la seconde des Jeunesses Musicales

JP.GRADOR : Pour la demande faite par le club entreprises, la communauté de Communes pourrait verser une subvention de fonctionnement et des subventions spécifiques en cas de réalisations d'actions particulières.

Après présentation des projets et délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de ne pas attribuer de subvention à Jeunesses Musicales
- **DECIDE** d'attribuer une subvention au Club entreprises pour un montant de 2 000 Euros.



COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS D'UZERCHE
Place de la Libération - 19140 UZERCHE
Tel : 05.55.73.26.53 Fax : 05.55.73.77.47
mail : contact@paysduzerche.fr

RETRAIT DE L'AGENCE CORREZE INGENIERIE

Monsieur Jérôme SAGNE – 3^{ème} Vice-Président - rappelle à l'assemblée que par délibération 2013-4-3 du 26 septembre 2013, le Conseil Communautaire avait décidé d'adhérer à l'Agence Corrèze Ingénierie ayant vocation à assurer pour les collectivités adhérentes une assistance, essentiellement d'ordre technique, pour réaliser ou faire réaliser leurs études et leurs travaux dans les domaines du bâtiment, de la voirie et des espaces publics, de l'eau potable et la défense incendie, de l'assainissement, du traitement et de la gestion des déchets.

Au regard des compétences exercées par la Communauté de communes du Pays d'Uzerche mais aussi à la réorganisation des services, il est nécessaire de s'interroger sur la nécessité d'être membre de Corrèze Ingénierie.

Les statuts prévoient que tout membre peut demander son retrait volontaire de l'Agence, par demande expresse accompagnée de la délibération de l'organe compétent, adressée à l'Agence au plus tard le 30 septembre de l'exercice en cours. Le Conseil d'Administration en est informé lors de sa réunion la plus proche, sans condition de vote spécifique. Le retrait est effectif au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Il est précisé que dans tous les cas, les engagements pris à l'égard de l'Agence par le membre, avant la date effective de son retrait, devront être honorés. Aucun remboursement de la participation annuelle versée ne sera effectué.

Monsieur Jérôme SAGNE – 3^{ème} Vice-Président - précise que tout retrait d'un membre, volontaire ou non, rend impossible une nouvelle adhésion à l'Agence durant les 3 années qui suivent l'année de sortie. Cependant, le Conseil d'Administration de l'Agence se réserve la possibilité d'examiner toute nouvelle demande consécutive à un changement d'exécutif.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité moins deux abstentions (Jean-Jacques DUMAS et Jean-Claude CHAUFFOUR) :

- **DECIDE** de ne plus adhérer à l'Agence Corrèze Ingénierie,
- **PREND ACTE** que ce retrait volontaire sera effectif au 1^{er} janvier 2021,
- **PREND ACTE** que les sommes dues jusqu'au 31 décembre 2020 devront être honorées,
- **PREND ACTE** que tout retrait de l'EPCI rend impossible une nouvelle adhésion à l'Agence durant les 3 années qui suivent l'année de sortie, sauf avis contraire du Conseil d'administration,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre les éléments aux autorités compétentes.

Madame la Présidente informe le conseil du courrier reçu de M. le Préfet relatif au Schéma d'Accueil des gens du voyage et indique que la Communauté de Communes n'a pas, à ce jour, d'obligations particulières et propose au conseil communautaire de ne pas émettre observations particulières au schéma proposé. Une réponse est demandée par les services de l'Etat. Le conseil valide la réponse à apporter.

JL. VIGNARD indique à l'assemblée que l'on se trouve dans la finalisation du DCE quant à la thématique du schéma directeur de l'eau et qu'une réunion de travail sera prochainement organisée.

JJ.CAFFY souligne le caractère urgent de la réalisation de l'opération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

La secrétaire de séance,

La Présidente,

Miléna LOUBRIAT

Catherine CHAMBRAS